

## TRIBUNE

### Relancer le nucléaire n'est pas le bon choix

Les récentes déclarations du Président de la République sur la relance du nucléaire en France interrogent.

En premier lieu, il s'agit tout simplement d'une question de démocratie. Alors que seulement environ 15 % des inscrits avaient approuvé son programme au premier tour de la présidentielle de 2017, et qu'il contenait une réduction progressive du nucléaire, aucun débat, aucune discussion collective, aucune consultation des Français ou de leurs représentants n'ont présidé à cette décision. Le fait du prince, avec l'assentiment de quelques industriels lobbyistes, plus soucieux de leur compte en banque que de l'intérêt général !

Sur le fond, une relance du nucléaire ne répond en rien à l'urgence climatique. En effet, les décisions doivent avoir des effets à très court terme, notamment dans les cinq ans à venir. Or, en matière de construction d'EPR, la France cumule les déboires. Celui de Flamanville concède au moins dix ans de retard. Lancé en 2006, il n'est toujours pas en service, et selon la Cour des comptes, prévue à l'origine pour 3,3 milliards d'euros, la facture serait de plus de 19 milliards d'euros. Ces dérives, associées à des coûts liés à la sécurisation des anciennes centrales, aux futurs coûts de démantèlement et de traitement des déchets, conduisent à rendre le nucléaire bien moins compétitif que les énergies renouvelables. Et ceci malgré les artifices comptables dont bénéficie l'industrie nucléaire.

La décision unilatérale de relancer le nucléaire est lourde de conséquences. En effet cette filière accapare l'immense majorité des investissements de développement et de recherche, faisant ainsi courir un risque majeur de compétitivité dans les autres secteurs des énergies renouvelables.

La multiplication de ces centrales, le maintien en service des plus anciennes et les évolutions climatiques font augmenter le risque d'un incident majeur dans notre pays avec des conséquences humaines et économiques terribles. La question des déchets n'est nullement réglée et ne le sera jamais durablement. Il n'existe à ce jour aucun moyen pour réduire leur nocivité radioactive, les durées de vie variant de quelques dizaines d'années à des centaines de milliers d'années. Et il est illusoire de penser que des matériaux soumis à de puissants rayonnements bêta ou gamma ne se détériorent pas à la longue, libérant alors des déchets enfouis.

Nous sommes le pays avec la plus grande densité de réacteurs nucléaires au km<sup>2</sup> et deuxième derrière les USA pour le nombre de réacteurs. Tous ces réacteurs ont besoins d'être refroidis et demandent de grandes quantités d'eau, pour le réacteur lui-même mais aussi pour les piscines de stockage du combustible usagé. Or en France les sources d'eau sont les fleuves, les rivières ou la mer. Mais avec le réchauffement climatique, nous vivons de longues périodes de sécheresse et donc des niveaux d'étiage très bas. Par ailleurs, la montée des eaux et les tempêtes vont rendre à risque la construction de centrales sur le littoral. Fukushima devait résister à tout ... mais un puissant tsunami a provoqué la deuxième plus grande catastrophe du nucléaire civil. Sur les 21 incidents ou accidents officiellement répertoriés dans le monde, la France arrive en tête avec 8 incidents ou accidents. Le risque zéro n'existe pas et il est d'autant plus important que plusieurs observateurs dont l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) ont mis en évidence des manquements importants sur la sécurité des centrales françaises et des piscines de stockage.

La récente COP26, qui se termine sans surprise sur un échec, a mis en évidence la prépondérance des intérêts financiers et économiques des états face aux intérêts de la planète et du plus grand nombre. La décision de relancer le nucléaire en France répond à la même logique. En effet, le principal argument réside dans le fait que le besoin énergétique en électricité va croître de plus de 30 %. Si tel est le cas, dans les cinq ans qui viennent il faudra relancer les centrales thermiques et exploser un peu plus les rejets de gaz à effet de serre. Par contre, la croissance de la consommation

énergétique est bien une vision passéiste et productiviste du monde. La part du nucléaire mondial est d'à peine 2 %. Ainsi il est totalement impensable que le nucléaire puisse subvenir à la demande telle qu'affichée, ni d'ailleurs les énergies renouvelables. Dès lors, ce sont les énergies fossiles qui seront mises à contribution de façon massive, pour le plus grand profit des compagnies pétrolières et gazières.

La seule issue viable, économiquement et environnementalement, est la sobriété énergétique. La consommation d'électricité en France métropolitaine s'établissait à 460 TWh en 2020. Selon plusieurs études concordantes, une campagne massive d'isolation des bâtiments publics, des habitations collectives et individuelles, mais aussi des immeubles de bureaux et de sociétés, permettrait une économie de 20 à 30 % de notre consommation énergétique. La part de l'électricité pouvant représenter plus de la moitié de ces gains. Une réduction drastique de l'éclairage nocturne des zones industrielles, des magasins, des immeubles, voire des villes conduirait à des économies importantes. D'autres secteurs très énergivores mériteraient une réglementation, notamment le stockage des données dans les data-centers. Le transport de l'électricité sur de longues distances est une source importante de perte en ligne qui pourrait être réduite par une gestion fine des besoins et des ressources.

La part du nucléaire dans la production électrique française est proche des 67 %, les centrales thermiques : 7,5 %. De fait, la transition énergétique doit s'étaler dans le temps et se diversifier. Les investissements dans les énergies renouvelables sont essentiels et doivent permettre de développer des technologies plus performantes et ouvrir de nouvelles voies comme celle de la production industrielle d'hydrogène, des éoliennes nouvelle génération ou le développement des systèmes domestiques pour des habitations autosuffisantes.

Le réchauffement climatique et ses conséquences imposent un changement en profondeur de notre modèle économique, moins dispendieux plus économe énergétiquement et décarboné. Celui imposé par la course au tout nucléaire et la croissance sans fin de nos besoins énergétiques n'est pas dicté par la raison mais par l'intérêt de quelques-uns.

En 2018, lors de sa venue en France, l'ancien premier ministre japonais, M. Naoto Kan déclarait : *« S'il y a un accident dans une centrale nucléaire, vous risquez d'avoir un tiers de votre territoire, ou peut-être la moitié, qui devienne inutilisable, invivable pendant des dizaines d'années. Je crois que vous devez être conscients de cela, que vous devez sortir du nucléaire, consommer moins d'électricité et, surtout, faire confiance aux énergies renouvelables. Prenez conscience de ce risque, il est énorme. »*